



BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 22 au 26 juin 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Zoom sur le salon Promote 2026

La 10^{ème} édition du Salon international de l'entreprise, de la PME et du partenariat, baptisé Promote, s'est tenue du 12 au 21 juin 2026 au Palais des Congrès de Yaoundé. Organisé tous les deux ans, cet événement constitue l'un des principaux rendez-vous économiques du Cameroun et de l'Afrique centrale.

Du 16 au 19 juin 2026, les États membres de l'Union européenne (UE) y ont mutualisé leurs initiatives à travers la *Cameroon-EU Business Week*, qui a réuni plus de 1 700 visiteurs et accueilli 200 rencontres B2B au sein de l'EuroVillage. Cet événement s'inscrit dans le cadre du déploiement de la stratégie européenne *Global Gateway*, qui vise à mobiliser près de 150 Mds EUR d'investissements d'ici 2027 pour la transition socio-économique du continent, avec notamment 115 projets déployés en Afrique subsaharienne.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

56 M EUR

Montant cumulé des conventions de dons signées entre l'UE et le Cameroun lors de la *Cameroon-EU Business Week*



@UE

L'événement a été marqué par la signature de trois conventions de dons entre le ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, Paul Tasong, et le chef de la délégation de l'UE, Jean-Marc Châtaigner. La première convention (15 M EUR, soit 9,8 Mds FCFA) permettra de financer le programme « Business Boost for Africa », qui ambitionne de renforcer l'économie numérique en Afrique centrale. D'un montant similaire, la deuxième enveloppe soutient la compétitivité des PME locales par le numérique via le programme « Accélération numérique au Cameroun ». Enfin, 26 M EUR (17,5 Mds FCFA) ont été alloués au programme « Forêts et cacao durables et compétitifs au Cameroun », visant à promouvoir une cacaoculture et une exploitation forestière durables, tout en améliorant les performances économiques de ces filières stratégiques.

Les Business Days (16 et 17 juin) ont donné lieu à des sessions de débats centrées sur les axes de la stratégie *Global Gateway* et le renforcement des partenariats commerciaux UE-Cameroun. Le panel consacré au climat des affaires s'est déroulé en présence du ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, du président du GECAM et du directeur de la BMZ. Les tables rondes ont réuni plusieurs industriels des secteurs des transports et de la logistique, de l'énergie, de l'agro-industrie et de la transformation numérique. Enfin, les deux dernières journées (18-19 juin) ont été consacrées aux industries culturelles et créatives ainsi qu'aux partenariats académiques.



@Business France

La France a été particulièrement impliquée dans les échanges. Business France, agence nationale dédiée au développement international de l'économie française, a coordonné la participation d'une délégation d'acteurs publics et privés réunis sous le Pavillon France, alors que Proparco et l'AFD sont notamment intervenus sur les panels « Transports et logistique » et « Accès au financement ». La présentation du programme Startup 237 a permis de revenir sur les actions de soutien de la France à l'entrepreneuriat camerounais.

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : l'Afrique centrale ne capte que 5 % des échanges intra-africains.
- **Cameroun** : La SFI accorde 5 Mds FCFA à Catramp pour renforcer ses activités au Cameroun et soutenir son expansion régionale.
- **Congo** : Le nouveau gouvernement Makosso II cherche à renforcer la soutenabilité budgétaire.
- **Gabon** : Moody's confirme la note souveraine à Caa2 mais abaisse la perspective de « stable » à « négative ».
- **Guinée équatoriale** : le gouvernement est largement reconduit après sa démission collective.
- **Tchad** : Lancement du troisième recensement général de la population et de l'habitat.
- **RDC** : le gouvernement s'associe avec la SFI pour structurer la future Bourse de Kinshasa.
- **Sao Tomé-et-Principe** : accord au niveau des services pour le décaissement de 6,1 M USD au titre de la troisième revue de la FEC.

Régional

Commerce intra-africain : l'Afrique centrale ne capte que 5 % des échanges

Selon le [Rapport](#) 2026 sur le commerce en Afrique publié par la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank), l'Afrique centrale demeure le maillon faible de l'intégration commerciale du continent, ne pesant que pour 5 % des échanges intra-africains en 2025, loin derrière l'Afrique australe qui en concentre près de 40 %. Cette faiblesse des échanges contraste avec un potentiel d'exportations intra-africaines estimé à 2,4 Mds USD, l'essentiel des débouchés se situant en Afrique du Nord et en Afrique australe plutôt qu'entre les pays de la zone, où les échanges restent embryonnaires en raison d'une dépendance aux ressources brutes faiblement transformées. À l'échelle continentale, le commerce intra-africain a pourtant progressé de 5,47 % à 213,8 Mds USD entre 2024 et 2025, premiers effets des politiques d'intégration

portées par la ZLECAF. L'essor du commerce intra-africain reste entravé par l'insuffisance du financement du commerce, les déficits d'infrastructures logistiques et énergétiques et la faible transformation locale. Cela intervient dans un environnement mondial marqué par un recul d'environ 7 % des prix des matières premières, pesant sur les économies exportatrices de la région.

Cameroun

La SFI accorde 5 Mds FCFA à Catramp pour renforcer ses activités au Cameroun et soutenir son expansion régionale

La Société financière internationale (SFI) a [annoncé](#), le 19 juin 2026, l'octroi d'un prêt de 7,5 M EUR (5 Mds FCFA), à la Camerounaise de transactions maritimes et portuaires (Catramp), entreprise camerounaise active dans la logistique et le transport implantée à Douala et Kribi. Ce financement doit soutenir son expansion régionale de l'entreprise vers le Tchad et la RCA, tout en modernisant ses installations au Cameroun. Au-delà du

prêt, Catramp bénéficiera d'un accompagnement technique dans le cadre de la première [cohorte](#) camerounaise de l'Initiative des champions locaux lancée par la SFI. Cet appui doit aider l'entreprise à améliorer ses pratiques de gestion, sa structuration interne et sa gouvernance afin de préparer ses investissements à l'international.

Le ministre des Travaux publics et la société PROPAV infrastructure LTD signent un MoU pour la construction de la route Bekoko-Limbé-Idenau

Le ministre des Travaux publics et l'entreprise britannique PROPAV Infrastructure LTD ont [signé](#), le 19 juin 2026, un protocole d'entente destiné à encadrer les prochaines étapes de maturation du projet routier Bekoko-Limbe-Idenau, retenu comme axe prioritaire pour accompagner le développement économique de la région du Sud-Ouest. Ce projet, estimé à 113 Mds FCFA (172,3 M EUR) pour un linéaire de 107 km, s'inscrit dans le cadre de la réhabilitation de la route nationale n°3. Le cahier des charges prévoit également la réhabilitation de la section Mutenguene-Buea (10 km) ainsi que l'aménagement de la bretelle d'accès au port de Tiko (4,85 km). Ce corridor joue un rôle stratégique dans l'accès aux zones industrielles et portuaires du Sud-Ouest. Sa réhabilitation permettra de fluidifier le transit des marchandises à destination et en provenance du Nigeria.

Congo

Le nouveau gouvernement Makosso II cherche à renforcer la soutenabilité budgétaire

Reconduit dans ses fonctions, le Premier ministre Antoine Collinet Makosso a [présenté](#), le 22 juin 2026, le programme du nouveau gouvernement devant l'Assemblée nationale. La mobilisation des ressources économiques et financières publiques est l'une des priorités. Une réforme de la fiscalité prévoit de doubler les recettes annuelles de l'État, pour les porter à 2400 Mds FCFA (3,7 Mds EUR) fin 2026 et à 5000 Mds FCFA (7,6 Mds EUR) à moyen terme. Le gouvernement cherche également à effectuer un reprofilage des échéances courtes vers des maturités plus longues, dans un contexte où l'endettement du Congo (92 % du PIB en 2025 > au plafond communautaire de la CEMAC fixé à 70 % du PIB) demeure préoccupant. Fin mars 2026, le stock global de dette est évalué à 9200 Mds FCFA, composé à 59 % de dette intérieure.

Le Congo mobilise 403 Mds FCFA sur le marché des titres publics de la BEAC

Le Congo a [mobilisé](#) 403 Mds FCFA (614,4 M EUR) sur le marché des titres publics de la BEAC au T1 2026 (+77,5 % en glissement annuel). Ce montant dépasse de plus du double l'objectif trimestriel de 195 Mds FCFA (297,3 M EUR) fixé par le Trésor et représente 59 % du programme de financement arrêté à 690 Mds FCFA (1 Md EUR), traduisant une forte demande des investisseurs mais aussi un changement de stratégie dans la gestion de la dette congolaise. Le Trésor cherche en effet à allonger la maturité de la dette pour réduire les risques de refinancement. L'encours de la dette publique reste élevé, atteignant 92 % du PIB en décembre 2025.

La numérisation pourrait générer 870 Mds FCFA au Congo d'ici à 2030

Un rapport de la *Global System for Mobile Communications Association* [souligne](#) les récents progrès du Congo en matière d'infrastructures numériques. 86 % de la population est désormais couverte par le réseau 4G. Toutefois, seulement 19 % de la population utilise l'internet mobile et 70 % de la population couverte reste hors ligne. Ces écarts traduisent des disparités d'utilisation importantes. Le rapport préconise des investissements conséquents ainsi que des réformes réglementaires. À terme, ces mesures pourraient générer 870 Mds FCFA pour l'économie congolaise, créer 144 000 emplois et connecter 540 000 personnes supplémentaires aux services d'internet mobile.

Le Congo mise sur l'exploitation de la potasse pour soutenir la sécurité alimentaire

Le Congo a [attribué](#) l'exploitation du gisement de potasse de Mengo au groupe nigérian Dangote. Les réserves du site sont estimées à 325 Mt. Le groupe prévoit un investissement total de 3 Mds USD, comprenant notamment la construction d'une usine de production d'engrais. Les autorités congolaises voient dans ce projet un levier de diversification économique ainsi qu'un moyen d'améliorer la productivité agricole nationale. Cet enjeu est d'autant plus important que la dépendance alimentaire du pays demeure élevée : au premier trimestre 2026, le Congo a importé pour 145 Mds FCFA (221 M EUR) de produits alimentaires, dont 25 Mds FCFA de céréales.

Le Congo amorce la phase décisive de la validation à la norme ITIE 2023

La norme de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) 2023 est un mécanisme

d'assurance qualité visant à garantir une gestion transparente des industries extractives. Selon le ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public, Christian Yoka, cette démarche [vise](#) à renforcer la transparence des flux financiers liés aux activités minières et pétrolières. La norme ITIE 2023 prévoit une transparence accrue concernant la lutte contre la corruption ainsi que les impacts environnementaux des activités extractives. La validation prévue en janvier 2027 devrait, à terme, renforcer la crédibilité de la gouvernance extractive du Congo.

Gabon

Moody's confirme la note souveraine à Caa2 mais abaisse la perspective de « stable » à « négative »

Moody's a [abaissé](#) le 24 juin 2026 la perspective de la note souveraine du Gabon de « stable » à « négative », tout en confirmant la note à Caa2. L'agence mentionne des besoins de financement bruts élevés, estimés entre 15 % et 20 % du PIB par an sur trois ans, et un accès contraint aux marchés. Ce contexte accroît selon l'agence le risque de nouveaux échanges de dette assimilables à un défaut. Le Gabon reste très dépendant du marché régional, où ses émissions ont atteint 22 % du PIB en 2025, et l'exposition des banques à la dette publique avoisine 30 % de leurs actifs. Le déficit budgétaire est estimé à 8,5 % du PIB en 2025 et le ratio dette/PIB approcherait 88 %. Moody's met en avant le risque que l'audit de la dette en cours révèle des passifs non déclarés.

Deuxième édition du Gabon Economic Forum, consacrée au financement du PNCD 2026-2030

La Fédération des entreprises du Gabon (FEG) [tiendra](#) le 27 juin 2026 à Libreville la deuxième édition du *Gabon Economic Forum* (GEF), intitulée « Des entreprises fortes pour une croissance durable et une prospérité partagée ». Les travaux porteront sur la fiscalité, l'investissement, l'entrepreneuriat, la transformation numérique, la protection sociale et les infrastructures. Ils devront déboucher sur une « Déclaration de Libreville du secteur privé », adressée à l'État. L'enjeu central du forum est le financement du Plan national de croissance et de développement (PNCD) 2026-2030, dont le besoin de financement s'élève à 27 000 Mds FCFA (41,2 Mds EUR) sur cinq ans, avec une contribution attendue du secteur privé de 18 000 Mds FCFA (27,4 Mds EUR), selon le ministre de l'Économie, Thierry Minko. La FEG met en avant plusieurs priorités, notamment l'assainissement de la dette intérieure, la réduction des coûts logistiques et la formalisation de l'économie. La

première édition, tenue en juillet 2025, avait débouché sur un plan d'action prioritaire assorti d'un suivi annuel, dont cette deuxième édition doit permettre d'évaluer l'exécution.

Ouverture des Rencontres de l'industrie, axées sur la transformation locale et l'investissement européen

Les Rencontres de l'industrie au Gabon se sont [ouvertes](#) le 23 juin 2026 à la Chambre de commerce de Libreville pour quatre jours, sous la présidence du vice-président du gouvernement, Hermann Immongault. Organisé par le Réseau Mesure en association avec le Club d'Affaires pour le Développement des Entreprises Européennes et Francophones en Afrique (CADEEFA), avec l'appui du ministère de l'Industrie, l'événement a réuni une vingtaine d'entreprises européennes, principalement françaises, en présence de l'ambassadeur de France, Fabrice Mauriès. Ces entreprises sont actives dans les secteurs du BTP, des mines, de l'énergie, de l'agro-industrie, des services techniques et de la formation. Au programme figurent des rendez-vous B2B avec des opérateurs économiques nationaux ainsi que des échanges B2G avec des représentants des ministères concernés, visant à nouer des partenariats d'investissement et à soutenir la transformation locale des ressources ainsi que le développement du contenu local. Les autorités inscrivent cette initiative dans le cadre du Plan national de croissance et de développement (PNCD) 2026-2030, qui fait de l'industrialisation locale une priorité stratégique.

Guinée équatoriale

Le gouvernement est largement reconduit après sa démission collective

Le 16 juin 2026, le Premier ministre équato-guinéen, Manuel Osa Nsue Nsua, a [présenté](#) la démission de l'ensemble de son gouvernement à la suite d'une évaluation interne révélant un taux d'exécution des objectifs gouvernementaux limité à 10 %. Cette décision n'a toutefois débouché que sur des changements marginaux au sein de l'exécutif. Le nouveau gouvernement, [investi](#) le 24 juin 2026, demeure en effet largement inchangé. Manuel Osa Nsue Nsua est reconduit à la tête du gouvernement et sera désormais épaulé par un vice-Premier ministre, fonction nouvellement créée et confiée à Candido Matuatema Bahita, jusqu'alors ministre de la Fonction publique. Les principaux ministres demeurent en place : Iván Bacale Ebe Molina conserve le ministère des Finances, Simeón Oyono Esono Angué celui des Affaires étrangères, Antonio Oburu Ondo le ministère des Hydrocarbures,

du Développement minier et de l'Électricité, tandis que Victoriano Nsue Okomo demeure ministre de la Défense.

Tchad

Lancement du troisième recensement général de la population et de l'habitat

Le 20 juin 2026, le troisième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 3) a été [lancé](#). Ce recensement, entièrement numérique, vise à fournir des données fiables sur la population tchadienne, ses conditions de vie et ses besoins, afin d'éclairer les politiques publiques et la planification des infrastructures sociales. Plus de 35 000 jeunes agents recenseurs sont déployés pendant un mois sur l'ensemble du territoire, dans le cadre d'un dispositif totalement digitalisé, y compris pour la rémunération des agents.

RDC

La RDC et la SFI s'associent pour structurer la future Bourse de Kinshasa

Le gouvernement de la RDC a [signé](#), le 18 juin 2026, un accord de coopération avec la Société financière internationale (SFI). Ce partenariat intervient après l'adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi portant création de la Bourse de Kinshasa (le 5 juin 2026), actuellement en examen au Sénat. L'accord couvre plusieurs axes stratégiques : (i) le développement du cadre réglementaire, (ii) la mise en place des infrastructures du marché financier, (iii) le renforcement des capacités des acteurs, (iv) l'élargissement de la base des investisseurs, et (v) l'accompagnement des premières opérations boursières. Le ministre des Finances de la RDC a évoqué la possibilité pour certaines grandes entreprises (mines, télécommunications, infrastructures) de réaliser leurs opérations d'augmentation ou de cession de capital à travers la future bourse, afin de renforcer la transparence et de permettre aux Congolais de devenir actionnaires de secteurs stratégiques. Le texte prévoit l'organisation d'une bourse des valeurs (actions, obligations) et d'une bourse des marchandises (produits agricoles, miniers et industriels), ainsi que la création d'une autorité de régulation, d'un dépositaire central et de banques de règlement.

L'AUDA-NEPAD accompagnera la RDC dans la mobilisation des financements pour ses projets prioritaires

Le ministre du Commerce extérieur a rencontré, le 19 juin 2026, la Secrétaire exécutive de l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD). À l'issue de cette réunion technique, l'AUDA-NEPAD s'est [engagée](#) à accompagner la RDC dans la mobilisation des financements nécessaires à l'exécution de ses projets prioritaires, dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Pour matérialiser cette coopération, l'ouverture prochaine d'un bureau de représentation de l'AUDA-NEPAD à Kinshasa a été annoncée. Ce bureau aura pour rôle d'être l'interface technique et le bras opérationnel entre le siège de l'Agence et la RDC. Placé sous la direction d'un Coordonnateur National, il sera chargé d'aligner les politiques congolaises sur l'Agenda 2063, de faciliter la levée de fonds et de catalyser les partenariats stratégiques entre le secteur public, le secteur privé et les partenaires au développement. Cette avancée intervient alors que la RDC a présenté, lors d'une réunion des ministres africains le 18 juin 2026, quatre axes prioritaires dans le cadre de l'Agenda 2063 : (i) le déploiement d'infrastructures de transport stratégiques, (ii) le compact énergétique avec l'impulsion du mégaprojet Grand Inga, (iii) la transition technologique à travers le développement de la chaîne de valeur régionale autour des batteries et des véhicules électriques et (iv) le développement de l'agro-industrie.

Sao Tomé-et-Principe

FMI : accord au niveau des services pour le décaissement de 6,1 M USD au titre de la troisième revue de la FEC

À l'issue de la troisième revue de la Facilité élargie de crédit (FEC), le FMI a [annoncé](#) un accord au niveau des services en faveur de Sao Tomé-et-Principe, ouvrant la voie à un décaissement de 6,1 M USD. Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, ce versement porterait le total des financements accordés à l'archipel dans le cadre du programme à environ 19,9 M USD. Le décaissement demeure conditionné à la mise en œuvre d'actions préalables. Le FMI conserve des prévisions de croissance très modestes, estimées à 0,4 % pour l'année en cours, avec une accélération attendue à 2,75 % à moyen terme. L'institution souligne que la crise énergétique et l'instabilité internationale continuent de fragiliser la reprise et juge qu'en l'absence



BREVES ÉCONOMIQUES
AFRIQUE CENTRALE

de réforme structurelle du secteur énergétique, le soutien à la croissance et l'allègement de la pression sur la dette publique resteront difficiles.

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
7-8 juillet 2026	Mining On Top Africa (MOTA) 2026	Paris (France)
15-16 juillet 2026	Forum africain de l'eau	N'Djamena (Tchad)
25 septembre 2026	Forum économique France-Tchad (MEDEF)	Paris (France)
14-16 octobre 2026	E-Gov'A 2026	Yaoundé (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en %)			*Solde Public (en % PIB)			Dettes Publiques (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)		
	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026
	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.
CEMAC															
Cameroun	3,1	3,3	▼ -0,7	3,4	3,5	▲ 0,2	-2,0	-1,7	▼ -0,5	40,4	39,3	▲ 3,0	-3,8	-5,1	▼ -1,2
Centrafrique	4,8	2,6	▼ -0,7	1,0	1,5	▼ -1,8	-5,5	-5,0	▼ -5,0	61,8	64,0	▲ 11,4	-3,8	-3,4	▲ 0,6
Congo	2,4	2,8	▶ 0,0	2,6	2,8	▼ -0,4	0,3	0,4	▼ -1,8	96,8	91,3	▲ 1,3	-5,9	-6,0	▲ 0,9
Gabon	2,5	2,7	▲ 0,1	2,0	2,5	▶ 0,0	-8,5	-10,0	▼ -2,7	78,9	86,1	▲ 4,1	-3,1	-4,3	▼ -3,9
Guinée Equatoriale	-6,4	-2,7	▼ -3,1	2,8	3,2	▲ 0,3	-2,5	-1,7	▲ 0,3	40,6	39,1	▲ 1,0	-3,0	-1,6	▲ 2,2
Tchad	5,6	5,2	▲ 1,7	-2,6	0,5	▼ -3,1	-1,3	-1,4	▲ 1,0	30,4	29,9	▼ -2,5	0,2	0,8	▲ 3,8
CEMAC	2,6	3,0	▼ -0,4	2,0	2,7	▼ -0,5	-2,8	-2,8	▼ -0,8	52,0	51,6	▲ 2,2	-3,2	-3,7	▼ -0,1
RDC	5,7	5,9	▲ 0,6	7,4	3,3	▼ -3,9	-2,8	-3,5	▼ -1,9	20,2	24,6	▲ 10,0	-3,7	-2,0	▲ 0,1
Sao Tomé	2,1	3,4	▼ -1,3	0,9	9,6	▲ 2,6	-2,5	1,0	▼ -1,3	55,7	50,4	▲ 5,1	-6,3	-4,7	▼ -1,2

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, avril 2026

*solde budgétaire global (dons inclus).

** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'avril 2026 pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'octobre 2025).

Evolution des cours des matières premières

Mai-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole	Gaz naturel	Cacao	Café	Huile de palme	Grumes	Bois scié
Référence/mesure	Brent (USD/barils)	(USD/mmbtu)	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/mètre cube)	
Valeur	100	3	4	7	1140	409	646
Variation mensuelle (%)	-3%	6%	22%	-5%	-1%	0%	0%
Variation annuelle (%)	60%	-6%	-54%	-21%	26%	4%	1%
Variation sur 5 ans	51%	1%	73%	69%	0%	-4%	-4%
Variation sur 10 ans	119%	53%	34%	103%	51%	3%	-7%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs :

Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;

Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Amanda BROUILLARD – Hector BIANCONI (SE Brazzaville) ;

Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER – Mathis FOLCH (SE Libreville) ;

Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).